

Dix ans de révolution et contre-révolution en Syrie

Depuis quelques semaines, les médias reviennent sur la situation en Syrie, après une période de silence, pour nous parler du dixième anniversaire de la "guerre". Mais ce qui a commencé dans le sud du pays en mars 2011 n'est pas une guerre. C'est une révolution. C'est peut-être la plus importante des révolutions parmi celles que les médias ont appelé le « printemps arabe ». Des millions de syriens et de syriennes, en particulier les jeunes, sont descendus dans les rues en défiant la dictature néolibérale féroce et corrompue qui est au pouvoir (1^{er} juillet 2011, 500 000 à Hama. 1,2 millions de manifestants rien que le 22 juillet 2011 pour seulement deux villes : Deir Ezzor et à Hama. Des centaines de milliers le 30 décembre 2011 avec 250 000 dans la province d'Idlib, plus de 60 000 à Douma...). La réponse du régime syrien était résumée dans le slogan « Bachar au pouvoir sinon on brûle le pays ». Et dix ans plus tard il en est encore ainsi. Bachar est resté au pouvoir, grâce à ses alliés, sur les décombres de ce qui avait été un grand pays. Mais la situation est loin d'être stabilisée.



Réfugiés fuyant la Syrie

Nous donnons la chronologie des événements entre le 15 mars 2011 et le 5 juin 2013 sur [ce texte au format PDF](#). Nous n'allons pas la reprendre

Voyons quelques chiffres pour apprécier le résultat de cette politique de la terre brûlée (Voir aussi : « [Dix ans de guerre en Syrie : la politique de la terre brûlée ?](#) ») Plus de la moitié de la population de la Syrie d'avant 2011 (21 millions d'habitants) a dû quitter son domicile : six millions sont partis à l'étranger et six millions ont changé de lieu de résidence dans le pays. Les infrastructures ont été détruites et le PIB a baissé de 60%. Selon les données officielles, 85% de la population est pauvre et l'ONU estime que 60% des habitants ne mangent pas à leur faim. La pandémie a encore aggravé la situation et le régime est incapable de répondre aux besoins les plus élémentaires de la population. Ces dernières semaines, dans les villes sous contrôle du gouvernement, il y a eu des manifestations pour demander du pain. Les enseignants ne sont plus payés et de nombreuses familles ont dû cesser de scolariser leurs enfants parce qu'elles ne peuvent pas payer l'école. La Syrie est maintenant tellement économiquement dépendante que

quelques jours après l'échouage du cargo « Ever Given » dans le canal de Suez, le régime a rationné l'essence parce que le pétrole en provenance d'Iran n'arrivait pas.

Révolution et contre-révolution

La révolution en Syrie est probablement celle qui est allée le plus loin depuis 2011 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. La révolution a un temps été victorieuse sur un vaste territoire et dans plusieurs villes. Pendant ces jours de paix, la population a retrouvé sa joie de vivre. Des images de joie et de bonheur nous sont venues par exemple d'al-Atarep, dans la province d'Alep, le vendredi 15 juin 2018. Les gens étaient descendus massivement et pacifiquement dans la rue pour célébrer l'Aïd al-Adha, alors que les bombardements continuaient sur Alep. Autre exemple à Raqqa qui a été entièrement aux mains des combattants de la révolution et de la population syrienne insurgée pendant les mois de mars et avril 2013. Dans certaines régions le mouvement révolutionnaire a mis en place des institutions alternatives à celles de l'État : les conseils et comités de coordination locaux qui garantissaient des services à la population et assuraient la coordination des luttes. Une situation de double pouvoir apparaissait ainsi.



A al-Atarep le jour de l'Aïd

La révolution syrienne s'inscrit dans le mouvement que la presse a appelé « le printemps arabe ». Ce mouvement embrase sous diverses formes tous les « pays arabes » de la Mauritanie à la Turquie et à l'Irak avec des foyers plus importants en Tunisie, en Egypte, en Lybie, au Yémen et à Bahreïn. Quand le mouvement éclate en mars 2011, deux dictateurs sont déjà tombés : Ben Ali a quitté le pouvoir le 14 janvier 2011 et Moubarak le 11 février 2011. Ainsi, après les dictateurs de Tunisie et d'Egypte, il semble bien que le tour du dictateur de Syrie soit arrivé. C'est ce qu'un enfant écrit sur un mur à Deraa... Que le régime de Damas soit une dictature, nul n'en saurait douter. Citons à ce sujet quelques passages de la page de la Wikipédia intitulée [Politique en Syrie](#) :

« La Syrie n'a plus connu d'élection démocratique depuis 1961 (...) Depuis 1963, la République arabe syrienne est gouvernée par le Parti Baas arrivé au pouvoir par un coup d'État (...) il était inscrit dans la Constitution que le pays ne pouvait être gouverné que par le parti Baas. À la mort du président Hafez el-Assad en 2000, son fils Bachar el-Assad prend le titre de président. »

Ajoutons que bien des syriens avaient espéré que l'arrivée de Bachar qui succédait à son père, comme dans une monarchie allait, malgré tout, amener des améliorations. Ce jeune président (il a 46 ans) s'affiche comme un homme moderne, éduqué (il a fait des études d'ophtalmologie). Il est accompagné d'une jeune épouse charmante qui semble, elle aussi, ouverte au changement.

Les syriens espéraient notamment une levée de l'état d'urgence en vigueur depuis 1963. Mais, rien ne change. Un éphémère « printemps de Damas » dans les années 2000 exprime la déception des syriens. Quelques années plus tard les révolutions de Tunisie et d'Egypte sont un encouragement à la révolte. Les bourgeoisies de toute la région l'ont compris et ce mouvement inquiète dans tous les pays qui semblent encore calmes : la Turquie, l'Arabie Saoudite... Ce mouvement inquiète aussi les grandes puissances qui sont en concurrence sur cette région mais qui ne veulent surtout pas d'une révolution.

La Syrie qui se trouve à la jonction entre l'Asie et l'Europe présente un intérêt stratégique important tout particulièrement pour le commerce du pétrole. Divers projets de gazoducs et d'oléoducs sont en concurrence. On a beaucoup parlé aussi du pétrole Syrien mais sa production est relativement minime par rapport à celle de ses voisins placés au Nord et à l'Ouest. Pour compléter le tableau, il faut ajouter que le conflit israélo-palestinien est une source d'inquiétude. La politique d'Israël est agressive à l'égard de ses deux voisins : la Syrie et le Liban. Ceux-ci ont tous les deux accueillis des palestiniens dans des camps. Non seulement Israël leur refuse le droit au retour mais le projet parfois affiché de « grand Israël » menace la Syrie et le Liban. D'ailleurs Israël a annexé unilatéralement, à la suite de la guerre des six jours, un territoire syrien : le plateau du Golan.

Telle est la situation quand ce pays, convoité par les grandes puissances, s'embrase à son tour en mars 2011. Toutes les bourgeoisies veulent éteindre l'incendie au plus vite. La répression avec laquelle le régime a répondu au soulèvement populaire a été immédiate. Il a envoyé des tireurs et des chars contre des manifestants pacifiques. Un embargo sur les armes a été imposé par l'impérialisme alors qu'il ne s'est jamais appliqué pour le régime d'Assad. Dans les forces militaires d'el-Assad qui ont fait défection, de nombreux groupes armés se sont vendus au plus offrant pour survivre : Turquie, Qatar, Arabie Saoudite ou les Emirats Arabes Unis. Ces pays ont vu dans la révolution une menace pour leurs propres intérêts. Ils ont [armé des groupes djihadistes rejoints par ceux qu'Assad avait libérés des prisons le 26 mars et le 20 juin 2011](#). Rien de tel que le djihad pour lutter contre une population qui, en se révoltant, exprime sa soif de liberté, de justice, de tolérance, de laïcité... Jusqu'où iront ces djihadistes ? On verra bien. En attendant, ils ne peuvent que rendre service aux forces réactionnaires. Malgré leurs différences, tous les acteurs étrangers ont agi, d'une manière ou de l'autre, contre la révolution. Ils ont mis en marche toutes les forces de la contre-révolution.

Le premier agent contre-révolutionnaire a été le régime de Damas qui a provoqué tout un catalogue d'horreurs : Une répression directe et brutale avec des chars et des missiles, des bombardements avec les « bombes barils » contre les quartiers, l'utilisation de la faim et du viol comme arme de guerre, les arrestations et la torture de masse, des centaines de milliers de civils tués... Voici une liste de liens à consulter à propos des abominations de la répression :

- « [Les témoignages effrayants des enfants torturés en Syrie](#) »
- « [Dans l'enfer des geôles de Bachar el-Assad](#) » par Amnesty International
- « [Les témoignages se multiplient sur la répression, qui ne faiblit pas](#) »
- « [La répression jusque dans les hôpitaux : témoignages](#) »
- « [Bachar al-Asad est un criminel fou](#) » par Samar Yazbek écrivaine et résistante en exil
- « [La chirurgie utilisée comme arme de répression par Bachar al-Assad](#) »
- « [Témoignages de survivants de la torture en Syrie](#) ».
- « [Syrie. témoignage du général Ahmed Tlass sur le système et la répression](#) »
- « [Electrochocs, viols, douches glacées... ce que révèle le procès des bourreaux du régime syrien](#) »

En plus de faire face à cette répression de la dictature, les syriens subissent une propagande contre-révolutionnaire redoutable qui met en doute l'existence même de leur révolte. Des

versions délirantes des faits sont présentées où il n'est question que de coups fourrés ourdis en coulisses dans des officines étrangères : ce sont des agents étrangers infiltrés qui ont tiré sur les enfants à Deraa, les manifestants étaient rémunérés par des puissances étrangères... Ce genre d'explication, qui relève du roman d'espionnage, est somme toute assez classique. Cela revient souvent et toujours de la part de ceux qui soutiennent un régime contre un peuple qui le conteste. Cette désinformation, est relayée au niveau international, notamment en France avec le site web [infoSyrie](#) et tous les sites rouge-bruns de la mouvance d'Alain Soral tel que le [Réseau Voltaire](#) créé par « [Thierry Meyssan, l'ami français de Bachar el-Assad](#) ». Dans la même veine, on trouve aussi le site belge : « [Le Vilain Petit Canard](#) ». Les services de propagande d'el-Assad trouvent des agents dans chaque pays. En France, ils savent jouer sur la méfiance de la population à l'égard des médias de masse. Ceux-ci sont en effet dans les mains de quelques milliardaires et ils mènent une propagande pour le gouvernement de Macron et pour l'Union Européenne. Les agents d'el-Assad profitent de ce rejet des informations officielles par une grande masse de la population pour nier tous les faits qui accablent le régime de Damas. Ils installent ainsi un récit falsificateur qui prétend « rétablir la vérité ». Cette inversion des réalités vise à réécrire le conflit syrien en faisant d'el-Assad une victime, voire même un sauveur, mais jamais un coupable et surtout pas un dictateur.

Le second agent contre-révolutionnaire a été le djihadisme, qui a agi comme cinquième colonne dans les zones libérées, attaquant les comités et les milices populaires qui avaient émergé du processus révolutionnaire. Ce fut au départ une stratégie cynique et délibérée d'el-Assad. Il a libéré de ses geôles des militants islamiques afin qu'un soulèvement de groupes islamiques soit présenté comme plus important que l'opposition révolutionnaire et démocratique. Cela lui a permis d'intensifier sa répression contre la révolution en se présentant comme un défenseur de l'état de droit luttant contre un extrémisme islamique. Ce processus a pris de l'ampleur quand la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite, se sentant menacés par une possible extension de la révolution, ont également agi comme une force contre-révolutionnaire en armant des groupes fondamentalistes et réactionnaires. Ce fut le terrible épisode de l'Etat Islamique qui a permis aussi l'entrée dans le conflit d'autres forces réactionnaires.

Je pense utile de laisser quelques liens à propos du rôle d'el-Assad dans l'aide qu'il a apporté aux djihadistes même si je ne suis pas d'accord avec tout ce qui est écrit dans tous ces articles :

- [Dès 2011 Bachar el-Assad a attisé le djihad en Syrie.](#)
- [Un opposant à Damas raconte la libération des djihadistes.](#)
- [Au rapport, la prison syrienne de saidnaya berceau du jihadisme.](#)
- [Assad et l'Etat Islamique, une collusion troublante.](#)
- [Le régime avait libéré des prisonniers jihadistes.](#)
- [Bachar el-Assad est-il le meilleur rempart contre le groupe Etat Islamique ?](#)
- [Les vrais ennemis de Bachar el-Assad, pas les « amis de Sadnaya », mais les révolutionnaires et les démocrates.](#)
- [Assad, l'ami des islamistes.](#)
- [Confessions choc d'un homme de Bachar el-Assad : « voici comment nous avons créé l'Etat Islamique ».](#)

Les Etats-Unis contre la révolution

Face à toutes les atrocités de la répression en Syrie, Barak Obama s'est positionné en « humanitaire » en multipliant les déclarations guerrières contre Bachar el-Assad. Mais, dans les faits, les américains n'ont guère dérangé le dictateur. Il n'existe pas d'impérialisme humanitaire. Par contre, tous les impérialistes sont contre-révolutionnaires et il était hors de

question que les USA aident en quoi que ce soit la révolution syrienne. D'ailleurs les déclarations de Barak Obama étaient très contestables. Pour lui, toutes les pires atrocités étaient permises sauf une : Bachar ne devait pas franchir la fameuse « ligne rouge ». Il ne fallait pas qu'il utilise des armes chimiques. Mais, Bachar avait très bien compris qu'il ne s'agissait pour Barak Obama que d'une posture. Il a franchi allègrement la ligne rouge le 21 août 2013 avec le massacre de la Ghouta et les américains n'ont nullement réagi. Rappelons aux amateurs de polémiques que ces faits ne sont contestés par personne. Des divergences se sont exprimées seulement à propos du nombre des victimes (entre 502 et 1845) et des responsables de l'attaque.



Victimes de l'attaque chimique de la Ghouta

Plus tard, en 2015, les Etats-Unis ont tenté d'ouvrir une [guerre par procuration \(guerre par « proxy »\)](#). Ils ont débloqué 500 millions de dollars et ont conclu un accord avec la Turquie pour former un corps de 15 000 rebelles mais l'opération a tourné au fiasco. En juillet et septembre 2015 seulement 120 hommes sont entrés en Syrie : le premier groupe est aussitôt attaqué par un groupe affilié à Al-Qaïda qui fait plusieurs prisonniers, le second remet une partie de ses armes aux djihadistes pour obtenir un droit de passage. Les combattants de cette « Nouvelle force syrienne » désertent ou font défection et à la mi-septembre, le chef de « l'United States Central Command », reconnaît que seulement « 4 ou 5 » rebelles formés et équipés par les forces américaines combattent l'État islamique sur le terrain. Les forces américaines ont été bloquées par la mobilisation populaire. Il leur était impossible de manipuler des "rebelles" qu'ils auraient tenu en main. En fait les hommes qu'ils ont recrutés ont d'une façon ou d'une autre rejoint l'opposition à el-Assad. Les forces américaines se sont alors mis en retrait jusqu'à la fin du mandat de Barak Obama et d'autres acteurs internationaux en ont profité pour intervenir.

Le 19 décembre 2018, Donald Trump ayant succédé à Barak Obama a annoncé le retrait des forces américaines. Cependant, les 7, 13 et 14 avril 2018, l'impérialisme américain a lancé des attaques aériennes avec la participation de la France et du Royaume-Uni en expliquant qu'il fallait riposter parce que l'état syrien avait à nouveau utilisé des armes chimiques. Rappelons qu'en France [les socialistes et EELV étaient favorables](#) à cette intervention militaire. Ces attaques américaines n'ont pas endommagé les installations militaires du régime de Damas. Ce n'était pas leur but. Trump avait lui-même déclaré : « Notre objectif est de parvenir à une forte dissuasion ». Il s'agissait surtout de satisfaire « l'Amérique profonde » avec une sorte de baroud d'honneur pour donner l'impression que les prétentions américaines sur la Syrie n'étaient pas totalement abandonnées mais, en fait, c'était déjà la Russie de Poutine qui occupait l'espace comme nous allons le voir au prochain chapitre.

Cependant, les USA sont aussi intervenus en tant que membre d'une coalition pour combattre l'Etat Islamique quand celui-ci est devenu trop puissant à leur goût. Dans la coalition en question les autres pays n'ont fait que de la figuration. Ces interventions ont été essentiellement des bombardements aériens qui ont souvent fait plus de morts chez les civils que chez les djihadistes. Les chiffres avancés à ce sujet sont extrêmement fluctuants. Signalons seulement que Airwars (un collectif de journalistes) estime à entre 7 500 et 12 077 le nombre de civils tués par les frappes aériennes de la coalition, de septembre 2014 à mars 2019, en Irak et en Syrie. Il est admis que ce sont les frappes sur Mossoul et Raqqa en 2017 qui ont été les plus meurtrières. Les américains ont ainsi fait d'énormes dégâts matériels. Notamment la ville de Raqqa (6^{ème} ville de Syrie) a été détruite. Il y a une certaine similitude à propos de cet engagement américain avec ce qui s'était passé en Afghanistan. Dans un premier temps la famille Ben Laden leur avait été très utile mais, plus tard, tel Frankenstein, le monstre conçu par les américains leur avait échappé et ils ont dû se retourner contre Ben Laden. Ce qui s'est produit avec l'Etat Islamique est un processus du même genre.

Dans toutes les opérations concernant l'Etat Islamique, le régime de Bachar el-Assad et les USA ont mené ensemble la même politique du début jusqu'à la fin. Ils ont tous les deux contribué, d'une manière aussi hypocrite l'un que l'autre, à mettre en place ce monstre. Bachar el-Assad en libérant les djihadistes de ces geôles et les américains en favorisant le recrutement et l'envoi de djihadistes par le Katar, l'Arabie Saoudite, les Emirats... Ils l'ont ensuite combattu ensemble sans aucunement dissimuler leur total accord. Quand les bombardements des américains ont commencé, le ministre de la Réconciliation nationale du régime syrien, Ali Haidar, a déclaré que selon lui les attaques des Etats-Unis allaient dans le bon sens.

« En ce qui concerne les attaques en Syrie, je pense que ce qui s'est passé jusqu'à présent est un processus qui va dans la bonne direction, puisque le gouvernement syrien en est informé et qu'elles ne visent pas les installations militaires syriennes ni les civils. » ([voir Internacional europa press](#)) Il a également confirmé *« que le gouvernement syrien avait été mis au courant et qu'il avait été assuré que les installations militaires syriennes ne seraient pas attaquées, ni les cibles civiles »*.

Il fallait encore une bonne dose d'hypocrisie pour laisser entendre que les civils n'étaient pas touchés. A défaut d'être des cibles, ils étaient massivement victimes au titre sans doute des « dégâts collatéraux ». Cette entente cordiale entre le régime de Damas et les USA satisfait-elle ceux qui ont voulu nous faire croire qu'il s'agissait de deux ennemis irréductibles ? Elle illustre surtout, une fois de plus, que les forces américaines sont des forces contre-révolutionnaires. Les américains préfèrent envoyer des bombes meurtrières pour la population civile, autant que pour les djihadistes, plutôt que de donner des armes à la population pour qu'elle se défende contre toutes les forces réactionnaires : djihadistes et assadistes.

Que ceux qui ont expliqué que les Etats-Unis ont été pendant ces dix années les ennemis de Bachar el-Assad tirent le bilan ! Certains sont même allés jusqu'à expliquer qu'il n'y avait jamais eu de révolution et que les américains étaient à l'origine du conflit avec moult agents provocateurs qui avaient tiré sur les enfants de Deraa... Qu'ils nous disent maintenant quels sont les dégâts que les américains ont infligés aux troupes de Bachar ! Combien d'avions ont-ils descendus ? Combien d'hélicoptères, de chars d'assauts, de canons, de camions, de lances missiles, de mitrailleuses lourdes ? Combien d'installations militaires ont-ils endommagés ?

Je rappelle le bilan de chacune de leurs actions. Les américains n'ont strictement rien fait lors du fameux franchissement de la « ligne rouge ». Avec leur guerre par « proxy » ils ont réussi à introduire 3 ou 4 rebelles en Syrie lesquels se sont volatilisés en quelques jours. Ensuite, les

forces américaines se sont mises en retrait. Voyons maintenant le bilan des « représailles humanitaires » d'avril 1918. Voici ce que dit [un article du Monde](#).

« Les frappes n'ont fait « aucune victime » civile ou militaire, selon Moscou. L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a confirmé que les cibles étaient « complètement vides », leurs personnels ayant été évacués « il y a plus de trois jours ». Selon les capitales occidentales, les bombardements ont visé trois sites liés au programme d'armement chimique syrien »

J'espère bien que ceux qui expliquent qu'el-Assad n'est nullement concerné par les armes chimiques concluront que le bilan est nul. Pour finir, nous avons vu qu'en ce qui concerne la lutte contre l'Etat Islamique, le ministre de la Réconciliation nationale du régime syrien, Ali Haidar, se réjouit tout simplement de l'action des américains.

Le bilan est clair, les américains n'ont jamais réellement combattu les troupes armées du régime de Damas et, surtout, ils n'ont jamais aidé les forces révolutionnaires. Tous les discours anti-Assad de Barak Obama puis de Donald Trump avaient pour but essentiel de paraître protecteurs et secourables à l'égard des victimes de la répression du dictateur. C'était essentiellement une question de politique intérieure des USA qui les préoccupait. Ils se souciaient avant tout de l'opinion publique américaine surtout en période électorale.

Poutine, les ayatollahs et le Hezbollah contre la révolution

Après l'effacement des américains à la fin de 2015, la Russie, l'Iran et le Hezbollah ont garanti une aide militaire, politique et économique à Al-Assad. [Ils ont lancé une offensive officiellement contre Daech](#) mais qui visait surtout les groupes révolutionnaires en lutte contre le régime d'Assad. Ils ont déployé la grosse artillerie pour combattre l'Etat Islamique par d'intenses bombardements au détriment surtout des populations civiles qui ont payé un lourd tribut en pertes humaines et en destructions massives. C'est à ce prix que Bachar El-Assad est toujours en place. Un [article du monde commente](#) :

« Le président russe a parfaitement compris que le retrait ostensible des Etats-Unis hors du Moyen-Orient lui offrait le privilège de restaurer, à partir de cette région, un statut de superpuissance disparu avec l'URSS » et il précise l'objectif des interventions russes en Syrie : *« Il s'agit de briser les derniers ressorts d'une population civile, privée de soins comme de nourriture, afin de contraindre la résistance locale à la capitulation ».*

Il s'agit bien d'écraser la révolution syrienne.

Le rôle joué par la grande majorité des organisations réformistes et stalinienne (PC et PS) est allé lui aussi dans le même sens. Sous les préceptes affichés du stalinisme ou du chavisme couvert par un faux anti-impérialisme, ils ont tourné le dos à la révolution syrienne. Ils ont même parfois approuvé le régime d'Al-Assad ou les bombardements de Poutine et de l'Iran en expliquant qu'ils s'attaquaient ainsi à l'impérialisme américain. Cette politique a eu le même impact sur le processus révolutionnaire. Elle a contribué à isoler les courants progressifs qui étaient ainsi attaqués sur tous les fronts. A aucun moment ni les uns ni les autres n'ont envisagé d'armer la population pour qu'elle assure sa défense avec ses propres milices.

Cette aide à la contre-révolution venant de Poutine, des ayatollahs et du Hezbollah est saluée par nombre d'organisations et de personnalités « de gauche » comme une victoire. Personne ne demande, à ce sujet, l'avis des syriens ; de ceux qui sont en prison, en exil ou dans la misère.

Voir notamment « [Syrie : la société civile russe vilipende la politique de Poutine](#) »

« Un rapport publié vendredi dernier par plusieurs activistes et organisations basés en Russie dénonce pour la première fois les exactions commises contre la population syrienne au cours de ces dix dernières années par toutes les parties impliquées dans le conflit et aspire à sensibiliser l'opinion publique locale sur les crimes perpétrés ou appuyés par Moscou. »

Le Kurdistan syrien et le projet d'autonomie kurde.

Au début, les kurdes ont participé au processus révolutionnaire. Ils ont créé leurs comités locaux. Mais la coordination entre les comités kurdes et les arabes n'a pas duré longtemps, car les groupes d'opposition syriens ne voulaient pas reconnaître le droit à l'autodétermination des kurdes. C'est un problème qui revient dans de nombreux processus révolutionnaires. L'espoir de l'opposition arabe que la Turquie, principal ennemi du peuple kurde, aiderait la révolution a fini par exclure la plupart des kurdes du processus. Une alliance militaire entre l'opposition à Al-Assad et les kurdes aurait pu être décisive.

Le régime devait concentrer toutes ses forces militaires dans la répression de la révolution dans les grandes villes comme Alep, Homs, Hama ou la périphérie de Damas et il ne pouvait pas se permettre d'ouvrir un nouveau front devant les kurdes. Il pouvait seulement laisser une présence limitée dans certaines villes comme Qamishli et Hassakah. Les kurdes ont voulu obtenir une autonomie par une troisième voie : ni avec la révolution ni avec le régime. Mais le résultat de cette politique a été catastrophique. Après avoir envahi Afrine en mars 2018, la Turquie a procédé à un véritable « nettoyage ethnique » contre les kurdes et la communauté yézidie dans le nord de la Syrie. Al-Assad a ensuite consolidé sa victoire. Il a refusé de faire des concessions au PYD (Parti de l'union démocratique syrien) et n'a même pas reconnu la moindre autonomie aux kurdes. Poutine est maintenant celui qui décide mais la survie du régime syrien est incompatible avec la reconnaissance d'une identité kurde.

Que faire ?

La révolution a été écrasée dans le sang dans des conditions comparables, pour ce qui en résulte, à ce que fut la semaine sanglante de la Commune de Paris. Il y a eu [plus de 388 000 morts](#) (10 fois plus que les massacres de la Commune de Paris). Le [décompte des massacres](#) est épouvantable. Il reste des dizaines de milliers de [prisonniers détenus ou disparus](#) dans les geôles du régime. Il y aura, dans ces conditions, assurément un recul du mouvement ouvrier. Cependant, la situation n'est pas stabilisée. Les causes profondes qui ont conduit à la révolution syrienne se sont aggravées. Al Assad ne peut pas résoudre les graves problèmes économiques et, malgré la répression permanente, les manifestations continuent ici et là contre le coût élevé de la vie, les pannes de courant et le manque de services élémentaires. Le dictateur est toujours debout mais il ne dirige plus rien. La Syrie est morcelée. Elle n'a plus d'Etat. Ses frontières ne

sont contrôlées que par les pays étrangers. Le régime dépend maintenant du soutien financier et militaire de la Russie et de l'Iran.

Une fois de plus, la grande leçon à tirer est qu'il faut un parti et une internationale révolutionnaire. C'est ce qui a manqué pendant tout le conflit pour mener la politique juste en Syrie et dans les autres pays. Voici ce qu'aurait été les mots d'ordre des révolutionnaires au début de la révolution :

- Bas les pattes devant la révolution syrienne !
- Non aux interventions étrangères en Syrie !
- Dehors tous les agresseurs qui se présentent comme des libérateurs (Russie, Iran, Etats-Unis...) !
- Créons nos propres comités et fédérons-les pour organiser la résistance par quartier, par village et par ville !
- Armement de la population pour qu'elle assure sa défense avec ses propres milices !

Je rappelle ce qu'était la conclusion d'un [article de la LCT \(Ligue Communiste des Travailleurs\) section belge de la LIT-QI](#) dès mars 2012. La LIT-QI (Ligue Internationale des Travailleurs – Quatrième internationale) est l'une des 3 organisations internationales que soutient l'[AGIMO](#) dans la perspective de reconstruire la IVème internationale.

« En Syrie, comme en Libye et dans d'autres pays de cette région, la contradiction centrale réside entre d'une part, les luttes héroïques des masses, et d'autre part, leurs directions bourgeoises et pro-impérialistes. Dans le cas de la Syrie, cela se manifeste dans le Conseil National Syrien (CNS) qui a émergé au cours des derniers mois. Celui-ci se présente comme un gouvernement alternatif au sein duquel se retrouvent les Frères musulmans, les libéraux, les différentes factions kurdes et, apparemment, les Comités de coordination locale.

Le CNS soutient les actions armées de l'ASL, mais il appelle en même temps à l'intervention impérialiste, exigeant « une action rapide » de la part de la communauté internationale pour protéger les civils « par tous les moyens nécessaires » (France-Presse).

Parmi ces organismes, l'espace le plus progressiste semble être occupé par les Comités de coordination locale, composés de gens ordinaires, de jeunes de différentes villes et de différents quartiers, avec la tâche d'organiser les manifestations dans des zones amples.

Nous, la LIT, nous soutenons que la question de la direction révolutionnaire est le problème majeur, en Syrie comme dans les autres pays de la région secoués par le processus révolutionnaire. A cet égard, nous exhortons le peuple syrien et les combattants les plus conscients de la résistance à n'avoir confiance que dans leurs propres forces révolutionnaires et à ne rien attendre de l'impérialisme ni des courants politiques bourgeois, qu'ils soient laïcs ou islamistes.

Aux travailleurs et aux jeunes qui s'organisent dans des comités régionaux, qui prennent les armes et essayent de se coordonner entre eux, nous disons que c'est une question de vie ou de mort que ce soit le peuple et la classe ouvrière syrienne qui, dans le feu de la lutte contre le régime d'Assad, s'organisent entre eux et s'autodéterminent au moment de la définition du sort de leur lutte.

Ceux qui dirigent actuellement le CNS ou l'ASL peuvent se trouver temporairement dans le même camp militaire que le peuple pauvre, contre Assad. Mais tôt ou tard, par leur caractère de classe, ils finiront par trahir les aspirations réelles du peuple, aspirations non seulement économiques, mais aussi celles concernant les libertés démocratiques.

Pour une victoire stratégique, la seule issue est la construction d'une direction révolutionnaire et internationaliste qui prenne en main les rênes du processus.

Il est nécessaire d'unifier les manifestations à travers le pays et d'intensifier la lutte armée jusqu'à la chute du régime. C'est le moment d'approfondir la division dans les forces armées du régime, c'est le moment, pour les masses, d'étendre leur organisation sous la forme de conseils populaires avec fonctionnement démocratique, des conseils qui, à leur tour, organisent des milices armées dont les actions doivent être régies par l'intérêt général de la lutte.

En ce sens, la LIT rejette catégoriquement, et appelle à rejeter, tout type d'intervention impérialiste en Syrie. C'est le peuple syrien, et lui seul, qui doit décider de son sort. Nous ne devons avoir aucune illusion dans les puissances impérialistes et leurs marionnettes, qui visent seulement le pillage et l'exploitation de nos peuples.

De même, nous faisons un appel à tous les mouvements sociaux et les organisations politiques qui se considèrent de gauche ou qui veulent défendre les droits de l'homme, d'entourer la lutte du peuple syrien de solidarité active.

Dans nos organisations, nous devons exiger une rupture immédiate de tous les gouvernements avec l'assassin Assad. Cela inclut, bien sûr, les gouvernements de Chavez et de Castro, fidèles défenseurs de ce régime, ainsi que le gouvernement de Dilma au Brésil, qui a également exprimé son soutien politique, bien que de façon plus sournoise.

En outre, nous devons exiger de tous les gouvernements d'envoyer immédiatement des armes et des conseillers militaires pour combattre dans le camp militaire de l'ASL. En ce sens, nous nous tournons en particulier vers les peuples libyen, égyptien et tunisien, et tous les autres peuples de la région.

La lutte est pour la chute immédiate d'Assad et pour la mise en place d'un gouvernement des classes exploitées syriennes. Seul un gouvernement ouvrier et populaire pourra convoquer et garantir la mise en œuvre d'une Assemblée constituante libre, démocratique et souveraine pour conquérir toutes les libertés démocratiques et libérer le pays de l'impérialisme. Seul un gouvernement ouvrier et populaire pourra envisager une véritable lutte contre l'Etat nazi-sioniste d'Israël, enclave politico-militaire de l'impérialisme dans la région, en commençant par la récupération du territoire syrien du plateau du Golan, usurpé par les sionistes depuis 1967.

Ce gouvernement, basé sur les organisations et les milices populaires, doit également poursuivre et punir tous les crimes d'Assad et de sa clique dictatoriale ; confisquer leurs richesses et les placer sous le contrôle du peuple affamé et à son service ; annuler tous les contrats pétroliers et d'autres accords conclus par Assad et qui lient le pays à l'impérialisme ; nationaliser immédiatement le pétrole et toutes les richesses du pays, sous l'administration du peuple et au service de la mise en œuvre d'un plan d'urgence qui répond aux besoins pressants du peuple travailleur syrien, tout cela dans la perspective de la création d'une Fédération de Républiques socialistes arabes. »

La position des révolutionnaires tranche nettement avec celle de tout un secteur dit « de gauche » qui, à travers le monde, estiment que la Russie et l'Iran représentent une sorte de

« force alternative » à la domination des Etats-Unis et que cette force pourrait profiter aux travailleurs. C'est totalement absurde. Les grandes puissances sont en concurrence pour se partager les profits c'est-à-dire à la fois les ressources naturelles et l'exploitation des travailleurs. Elles sont toutes contre la révolution socialiste. La réalité c'est d'une part que les Etats-Unis n'ont, en fait si ce n'est en paroles, nullement été agressifs contre le régime de Damas et d'autre part que la Russie et l'Iran sont deux régimes autoritaires et sanglants qui ont pour objectif principal de continuer à gouverner dans leurs pays et à maintenir ou étendre leur influence dans la région.

Une autre partie de la « gauche », plus liée à la social-démocratie et au néo-réformisme-européiste a rejoint le chœur « humanitaire » hypocrite de l'impérialisme. Ce sont ceux qui se sont montrés favorables au semblant de représailles contre des attaques chimiques. Des « représailles » tellement « humanitaires » qu'elles n'ont guère dérangé Bachar el-Assad. N'est-il pas évident qu'il n'y a jamais eu et qu'il n'y aura jamais d'interventions impérialistes humanitaires ?

Le fait que la Russie et les USA soient en concurrence n'efface aucunement que les dirigeants de ces grandes puissances capitalistes sont les ennemis des travailleurs. Les Etats-Unis et la Russie sont deux puissances capitalistes réactionnaires qui sont tout autant disposées l'une que l'autre à écraser toute tentative de révolution socialiste. Les théories des blocs qui s'affrontent, que ce soit celle de Samuel Huntington, celle de Michel Pablo ou celle de Castro-Chavez amènent à nier la réalité de la lutte des classes. Aujourd'hui comme hier, les prolétaires de tous les pays doivent s'unir contre tous les exploités. N'en déplaise à « La gauche humanitaire pro-américaine » et à la « gauche partisane d'une force alternative à la domination US », les internationalistes-révolutionnaires d'aujourd'hui comme ceux d'hier ne choisiront pas un camp capitaliste contre un autre. Ils répètent encore et toujours : « prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »



USA et Russie sur les ruines de la Syrie...

L'amitié qu'affiche Poutine à l'égard d'Achar El-Assad est significative de la politique ultra-réactionnaire des deux comparses. Le fait que maintenant ce soit la Russie de Poutine qui gère la situation en Syrie montre cependant un changement dans les rapports de force entre grandes

puissances. Le tableau d'ensemble où on voyait l'Iran encerclée par la puissance américaine avec des bases militaires dans tous les pays avoisinants est légèrement différent. La Russie de Poutine vient faire concurrence aux Etats-Unis, au moins dans cette région du monde, au moment où Joe Biden réaffirme la volonté de voir les USA continuer à dominer le monde.

Dans la diaspora, les réfugiés s'organisent et mènent des campagnes contre les crimes de guerre commis par le régime. Ils arrivent à se faire entendre en Allemagne ou en France, tout en continuant le combat pour la libération des prisonniers politiques. Ils mènent des campagnes comme celles des [Familles pour La liberté](#) ou [l'opération César](#), que nous soutenons.



C'est une course contre la montre, parce que les grandes plateformes des réseaux sociaux comme Facebook, Twitter et YouTube effacent sous des prétextes de « Contenu violent ou inapproprié » des milliers de vidéos et d'articles. Nous devons préserver les millions de messages, œuvres d'art, slogans, chansons qui portent témoignage d'une révolution qui doit rester une référence. Il faut faire surgir la vérité. Ces témoignages seront utiles dans les batailles à venir. Voir notamment : [« TRIBUNE | Dix ans de propagande en Syrie : une page d'histoire qui reste à écrire »](#)

Nous devons continuer à soutenir la révolution en réclamant :

- Amnistie générale et libération de tous les prisonniers !
- Soutien à l'accueil des réfugiés dans tous les pays d'Europe !
- Soutien aux associations de la diaspora qui luttent pour la liberté en Syrie (« Familles pour la liberté », « Opération César ») !

Jean Dugenêt, le 22 avril 2021, mail : jeandugenet@gmail.com

Vous pouvez télécharger [ici un recueil de 32 articles](#) publiés entre 2011 et 2019 par les internationales trotskistes IUT-QI et LIT-QI.

C'est un fichier au format Word de 150 pages.

Nous avons fait une mise en page pour permettre une impression en recto-verso avec une marge de reliure. Vous pouvez bien évidemment modifier cette mise en page.